



L'AISNE
PENDANT LA
GRANDE
GUERRE

Gabriel Hanotaux

Sommaire

PRÉFACE

CHAPITRE PREMIER. — Géographie militaire de l'Aisne.

CHAPITRE II. — Les batailles de l'Aisne.

CHAPITRE III. - La bataille de Guise-Saint-Quentin (28-30 août 1914).

CHAPITRE IV. — Dans la Bataille.

CHAPITRE V. — Sous les obus. - La population civile pendant la Guerre.

CHAPITRE VI. — Saint-Quentin.

CHAPITRE VII. — De Compiègne à Saint-Quentin : la région dévastée.

CHAPITRE VIII. — Après la défaite allemande : Le ravage de l'Aisne (octobre 1918).

CHAPITRE IX. — L'Aisne à la victoire.

CHAPITRE X. — Conclusion : l'Aisne dévastée.

PRÉFACE. — UN PROGRAMME : TRAVAIL, RÉPARATION.

La bibliothèque qui paraît sous le patronage du Comité France-Amérique et dont ce petit livre fait partie, est consacrée à la *France dévastée*. En publiant ce recueil d'études sincères le Comité a voulu, d'abord, fixer à jamais le terrible spectacle que nos yeux ont vu, faire en sorte que le souvenir de ces choses ne s'efface pas. Il entend que le monde sache, que l'avenir sache ce que la France a souffert et ce que la haine de ses ennemis lui a fait endurer.

Mais l'activité humaine ne s'attarde pas à la contemplation des ruines. Les populations frappées nous ont donné l'exemple : elles sont revenues pour reconstruire ; elles sont déjà au travail pour réparer. Pour qu'une action soit efficace, il faut un programme.

Après six mois de réflexion (c'est-à-dire de souffrances prolongées), est-il trop tôt pour tracer ce programme, du moins dans ses grandes lignes ?

Non. Hésiter, maintenant, serait reculer. Attendre serait lâcher pied. Hâtons-nous ! Les ruines même périssent.

Au travail donc, avec méthode, avec énergie, avec foi !

Les hommes oublient vite ; ils oublient même tes calamités, — surtout si elles ne les ont pas frappés eux-mêmes. Notre génération assiste, avec un sang-froid invraisemblable, aux terribles malheurs qui se sont abattus sur l'une des plus belles et des plus nobles parties de la France, les départements du Nord-Est.

L'hiver qui s'achève a vu des populations urbaines et rurales sans asile, sans gîte, sans foyer, se hâtant, malgré tout, de regagner leurs ruines et de s'y terrer comme des renards, pour reprendre possession de la terre et de la vie qui avaient été leur terre et leur vie. Malgré la rigueur de la saison, ces errants- de quatre années, les réfugiés, ont préféré au pain amer de l'exil le brouet noir de leur petite patrie. Ils sont revenus, et après avoir tant souffert, ils ont souffert encore.

L'hiver s'est passé. Ceux qui sont morts sont morts. Mais ceux qui survivent doivent-ils gravir un nouveau calvaire ?

Sans phrases, ce qui importe par-dessus tout, c'est qu'une organisation puissante et solide de nos pays dévastés soit mise définitivement sur pied en vue de l'hiver prochain or, pour cela, il faut s'y prendre tout de suite. La bonne saison est courte. En ce moment, le soleil luit, la foi est dans les cœurs. Attendrons-nous, impassibles et impuissants, que les jours sombres reviennent et, avec eux, la désespérance ?

Le programme de la restauration se résume en quelques idées directrices :

1e Agir, non pas de loin, mais de près, — sur les lieux ;

2e Assurer le paiement rapide sinon des indemnités, du moins des avances permettant de les escompter ;

3e Inaugurer un régime agricole et industriel adapté à ces terribles circonstances, et le suivre dans ses applications avec le concours des populations et de leurs élus.

En un mot : autorité, argent, travail.

1e L'autorité doit être sur les lieux. Il est impossible de continuer à tout subordonner à l'action de Paris. M. Lebureau est, de son naturel, tardigrade ; il est discuteur, disputeur, chicaneur, chipoteur, et, comme disait mon

pauvre ami Revoil, contrepédiéiste. Nos vieilles administrations suffisaient, peut-être, au temps où les choses allaient d'elles-mêmes. Mais leur routine offre une résistance invincible quand il s'agit des temps de crise, quand il faut tout renouveler, hommes et choses.

Avec juste raison, on a désigné un Commissaire général pour l'Alsace-Lorraine. Situation exceptionnelle, pouvoir d'exception. De même pour l'immense entreprise de restauration de nos pays libérés. Les organismes anciens sont insuffisants. Ils manquent de hardiesse et de force. Créons un pouvoir d'action sur les lieux. Il aura toujours les yeux assez tournés vers Paris. Ne craignons pas une décentralisation qui aura tant besoin du centre.

2e Une autorité, quelle qu'elle soit, ne peut aborder une œuvre et obtenir des résultats que si elle dispose de ressources. Ces ressources, il ne peut être question de les réclamer d'un pays ruiné de fond en comble : elles doivent venir du dehors.

D'abord, il faut les obtenir de ceux qui ont voulu et accompli de tels forfaits. Les Allemands reconnaissent qu'ils ont, à ce sujet, un devoir-immédiat. Ils s'engagent à relever ce qu'ils ont détruit. On discute sur la quotité des indemnités et sur les modalités du paiement. Admettons que l'on ne discutera plus longtemps. Cependant, nos populations meurtries ne peuvent pas attendre.

Cette année est perdue pour elles. Perdront-elles encore l'année prochaine ? De délai en délai, jusques à quand prolongerez-vous leur agonie ?

C'est tout de suite qu'il faut de l'argent, ou du moins ce qui le remplace — le crédit.

On avait commencé. Quelques avances avaient été faites à nos agriculteurs. Et, soudain, tout s'est arrêté. Pourquoi ? Les discours de M. Ribot et de M. Klotz ont exposé les

embarras financiers de l'Etat. Mais, ici, il ne s'agit pas précisément de l'Etat. Les particuliers, les communes, les départements, les syndicats, tous nos groupements sont prêts à souscrire des emprunts pour leur compte. On ne prête pas seulement à la richesse, on prête aussi au travail.

Le travail est le meilleur de tous les débiteurs. Adressez-vous directement à lui : il paiera.

J'ai voulu en avoir le cœur net et j'ai abordé ce sujet auprès de hautes personnalités américaines. En deux mots, j'ai dit : Prêtez 500 francs ou 1.000 francs à un jardinier de la France du Nord pour acheter ses outils et mettre en culture son jardin. Il est bonne paye. Ayez confiance en lui. On m'a répondu : Prenez garde ! Des combinaisons particulières entraveraient le fonctionnement futur des grandes opérations de crédit public. — Peut-être.

Mais le crédit public, ce n'est pas lui qui travaille, ce n'est pas lui qui produit. La meilleure façon de consolider le crédit de l'État, c'est encore d'assurer le travail et la prospérité des citoyens.

Je n'avais pas à insister. On veut avoir affaire à quelqu'un et non à une poussière anonyme. Donc, créez un pouvoir spécial qui soit ce quelqu'un. Si la France qui se refait avait un chef, ce chef aurait (sans nuire au crédit de l'Etat) un crédit immense.

3e Il aurait du crédit, parce qu'il se présenterait avec une méthode, des idées, des vues d'avenir.

En un mot, l'autorité trouverait des ressources si elle avait un programme.

En ce moment, personne ne sait oie l'on va. Or, le Français déteste l'obscurité dans les mots et dans les choses : Ce qui n'est pas clair, n'est pas français. Dans ce pays, quand la lâche est bien préparée et distribuée, tout le monde s'y

met ; mais quand le doute et la confusion règnent dans l'esprit, ils gagnent le cœur, et tout s'arrête.

Nos villes sont détruites ; nos campagnes sont incultes.

Il faut donc un programme urbain et un programme rural.

Sur le programme urbain, je ne dirai qu'un mot aujourd'hui : des hommes d'intelligence et de dévouement travaillent, je le sais, à le tracer. Bientôt, nous verrons leurs conceptions se dévoiler. Le public en sera saisi ; il jugera.

Autour de ces nœuds et de ces carrefours industriels qui furent, dans le Nord, la gloire de notre France, des agglomérations d'un caractère nouveau sont prévues. Voies ferrées, voies fluviales, routes, tramways, gares, garages, usines, ateliers, logements ouvriers, hygiène publique, confort populaire, enseignement, tourisme, théâtres, tout sera repris sur de nouvelles bases. Les villes de cette future nouvelle France pourraient devenir des modèles... à l'américaine et à la française.

J'indiquerai, du moins, ce que les hommes les plus compétents et les plus autorisés disent de la restauration rurale. Mon vénéré président et ami, Jules Méline, dans son beau livre : Le Salut par la terre, envisage la situation de nos pays dévastés, et il conseille de commencer ? : par une réfection de la carte agricole et par le remembrement, c'est-à-dire le regroupement des parcelles, permettant l'emploi des tracteurs et des machines sur de plus larges espaces :

Ce problème du remembrement, dit-il, apparaît, de plus en plus, comme le problème capital et la condition première de notre reconstitution agricole ; il est comme le nœud de toutes les autres, et l'intensification de la production agricole dépend, en grande partie, de sa solution. Le morcellement des exploitations tend à devenir un véritable fléau... Il y avait un intérêt urgent à refaire la carte agricole de nos communes en procédant au remembrement

général... Cette réforme capitale, indispensable, vient heureusement d'aboutir ; le Parlement, sur la proposition du Dr Chauveau, qui a déployé une si énergique persévérance pour la solution du double problème de la machine et du remembrement, a voté, le 27 novembre 1918, une loi qui en assure la réalisation. Cette loi, applicable à l'ensemble de la France, a été accompagnée d'autres mesures prises dans l'intérêt de nos malheureux départements envahis. Il importe au plus haut degré que le remembrement réussisse dans nos malheureuses régions dévastées, si l'on veut entraîner le reste de la France. C'est de là que devra partir l'étincelle qui gagnera tout le pays. Quand on verra, dans les autres départements, les merveilleux résultats obtenus dans nos départements actuellement si malheureux, on voudra partout les imiter ; et c'est ainsi qu'insensiblement se reconstituera la carte agricole de la France, en même temps que la valeur du sol se relèvera comme par enchantement.

Ce que le président Méline dit du remembrement, appliquez-le à toutes les branches du travail rural. Engrais, semences, main-d'œuvre, transports, marchés, tout se tient. Ces admirables pays frontières qui ont tant souffert pour la France se relèveront, une fois de plus, pour la sauver encore.

Autorité, crédit, travail, tels sont les trois sommets du triangle lumineux qui s'inscrira sur les murs de l'histoire pour maintenir, à la France de la paix, l'éclat incomparable acquis à la France de la guerre.

Après les dévastations des guerres de religion et de la Ligue, Sully releva le royaume de Henri IV en ayant toujours sur les lèvres sa fameuse devise Pâturage et labourage sont les deux mamelles de la France. Après les guerres de Richelieu contre la maison d'Autriche, Colbert refit la France

en reprenant en sous-œuvre, par les métiers et les corporations, toute l'organisation économique du pays. Le baron Louis fit de même, après 1814, pour l'organisation financière ; et, après 1870, la République de Thiers et de Gambetta rouvrit, par une sage administration, les sources, un instant taries, de notre prospérité nationale.

En France, les grandes détresses ont toujours eu d'admirables lendemains. Doit-il en être autrement aujourd'hui ? La victoire ne crée-t-elle pas la confiance, et la confiance, étant la mère du crédit, n'est-elle pas l'ouvrière des grandes œuvres ?

L'Allemagne se remet au travail. Elle n'a rien perdu de son activité ambitieuse. Ayant manqué la victoire militaire, elle nous menace d'une défaite économique. Elle a détruit dans ce but nos provinces les plus riches et les plus actives. Déjouons son odieux calcul. Opposons-lui une frontière de labeur, de richesse et de fidélité.

Gabriel HANOTAUX,
de l'Académie française.
Juin 1919.

CHAPITRE PREMIER. — GÉOGRAPHIE MILITAIRE DE L' AISNE.

(1915).

La *Bataille de l'Aisne* est engagée depuis le 12 septembre 1914.

Je voudrais essayer d'expliquer, — à l'aide de la géographie et à l'aide de l'histoire, — comment cette bataille est le nœud formidable de la guerre actuelle, comment elle relie la *défense du Nord* à la *défense de l'Est*, comment elle est, non pas seulement une bataille, mais toute une campagne, la campagne de France.

La rivière d'Aisne est, en effet, l'articulation qui rattache les provinces orientales aux provinces septentrionales. Paris étant couvert par ces provinces, le problème de la défense de Paris est là : le joint de notre histoire est là.

Etant né dans ces régions, ayant ma maison sur les falaises de l'Aisne, ayant, depuis ma plus tendre enfance, arpenté le pays, en promeneur, en chasseur, en voyageur, en parent, en candidat, en historien, je l'aime chèrement, et, par tous les fils de ma vie, je suis attaché à son sol et à son âme.

Je voudrais donc conduire le lecteur sur la terrasse de mon jardin¹, à 150 mètres d'altitude au-dessus de la rivière, ayant sous les yeux le magnifique spectacle de la vallée avec ses villages riants, ses pentes fleuries, ses routes et ses sentes dévalant vers les bois, la ligne majestueuse de l'autre coteau s'étendant sur l'horizon, avec la rivière elle-même incrustée dans la verdure comme une lame d'argent, avec tout ce qu'il y a de gaieté et de lumière dans un paysage de l'Île-de-France ; et, de là-haut, je vais essayer

d'expliquer comment cette terre s'est animée, s'est peuplée, s'est défendue, s'est enrichie, s'est ornée pour devenir ce qu'elle est et ce qu'elle défend à la fois, c'est-à-dire l'une des parties les plus belles et les plus aimables de notre France.

Si l'on vient de la mer du Nord et de la Belgique vers Paris, on avance, comme l'indique la carte, par une grasse et riche plaine infiniment étendue et plate, qui paraît comme une continuation de la mer elle-même. Cette plaine ne prend fin que quand elle se heurte, en quelque sorte, au pied de la colline de Laon. Les habitants de Laon affirment que, du haut de la flèche de leur cathédrale, avant qu'elle ne fût abattue, on voyait, au-dessus des immenses guérets plats, apparaître, dans la brume, l'église de Cassel en Flandre.

Faites le mouvement inverse ; allez de Paris vers la mer du Nord et vers la Belgique ; vous remarquerez que la rivière d'Aisne fait comme une barre qui coupe la route, de Soissons à Rethel. A partir de Rethel, l'Aisne fait un coude, de telle sorte, qu'accourant des provinces de l'Est et de la Lorraine, ou, du moins, du Barrois, elle vient, à travers l'Île-de-France et la Picardie, se rattacher à l'Oise, presque à la Normandie.

Entre la montagne de Laon et les bords de l'Aisne, s'élève un massif d'une altitude moyenne de 150 à 200 mètres qui s'allonge des hauteurs de Soissons au versant de Craonne, accessible de Reims et de l'Aisne par Berry-au-Bac, butté à l'est vers Tracy-Mont et qui se décompose, lui-même, en deux massifs, séparés l'un de l'autre par le cours d'une rivière parallèle à l'Aisne, l'Ailette. Et ce massif est traversé, du nord au sud, par un couloir qui donne accès de Paris en Flandre et de Flandre à Paris c'est le couloir de Soissons.

Ce massif commande donc, d'une part, la route de l'Est, la route de Reims ; d'autre part, la route de Soissons, la route du Nord.